

Communiqué de presse**Sous embargo jusqu'au 9 janvier 2025, 12h30 EST**

Le rapport économique phare de l'ONU prévoit une expansion modérée des économies africaines en 2024 et 2025, tirée par la reprise des plus grandes économies du continent

Les contraintes budgétaires et les risques liés à la viabilité de la dette limitent les perspectives de croissance, la création d'emplois et le développement durable.

Addis-Abeba, le 30 janvier 2025 – La croissance économique en Afrique devrait augmenter modérément en 2025 et 2026, grâce à la reprise des plus grandes économies, l'Égypte, le Nigéria et l'Afrique du Sud. Toutefois, les contraintes de balance des paiements, la réduction de l'espace budgétaire, les risques persistants de viabilité de la dette et les catastrophes climatiques limitent les perspectives de croissance, selon le rapport des Nations unies sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale (WESP) 2025.

Selon le rapport économique phare des Nations Unies, la croissance mondiale devrait se maintenir à 2,8 % en 2025, comme en 2024. Bien que l'économie mondiale ait fait preuve de résilience en résistant à une série de chocs qui se renforcent mutuellement, la croissance reste inférieure à la moyenne de 3,2 % enregistrée avant la pandémie, en raison de la faiblesse des investissements, de l'atonie de la croissance de la productivité et des niveaux d'endettement élevés.

Le rapport note que la baisse de l'inflation et l'assouplissement monétaire en cours dans de nombreuses économies pourraient donner un modeste coup de fouet à l'activité économique mondiale en 2025. Toutefois, l'incertitude demeure, avec des risques liés aux conflits géopolitiques, aux tensions commerciales croissantes et aux coûts d'emprunt élevés dans de nombreuses régions du monde. Ces problèmes sont particulièrement aigus pour les pays à faible revenu et les pays vulnérables, où une croissance insuffisante et fragile menace de compromettre davantage les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

« Les pays ne peuvent pas ignorer ces dangers. Dans notre économie interconnectée, les chocs d'un côté du monde font monter les prix de l'autre. Chaque pays est concerné et doit faire partie de la solution – en s'appuyant sur les progrès réalisés », relève M. António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies, dans l'avant-propos du rapport. « Nous avons tracé la voie. Il est maintenant temps de passer à l'action. Ensemble, faisons de 2025 l'année où nous mettrons le monde sur la voie d'un avenir prospère et durable pour tous. »

Afrique : une expansion économique modeste est prévue

La croissance économique en Afrique devrait se renforcer, passant d'une estimation de 3,4 % en 2024 à 3,7 % en 2025 et 4,0 % en 2026. Cette expansion reflète l'amélioration des conditions telles que la réduction des goulets d'étranglement, en particulier dans le secteur de l'électricité en Afrique du Sud, l'assouplissement des conditions financières et la forte reprise du tourisme international. Cependant, les perspectives restent précaires en raison des risques géopolitiques croissants, et la plupart des nations africaines sont confrontées à des contraintes de balance des paiements à des degrés divers. Bien que l'inflation globale ait diminué, les prix alimentaires restent élevés dans plusieurs pays, les phénomènes météorologiques extrêmes ayant un impact considérable sur les rendements agricoles.

La viabilité de la dette continue de limiter la marge de manœuvre pour la croissance

L'espace budgétaire de l'Afrique s'est contracté en raison des dépenses liées à la pandémie, des mesures de relance, des investissements essentiels et des programmes sociaux en cours. L'encours de la dette extérieure a atteint des sommets historiques, entraînant un important surendettement dans de nombreux pays africains. Les paiements d'intérêts représentent désormais plus de 25 % des recettes publiques dans plusieurs économies, dont l'Angola, l'Égypte, le Ghana, le Kenya, le Malawi et le Nigeria. Si les récents accords de restructuration de la dette au Ghana et en Zambie marquent des étapes importantes, le chemin vers la viabilité budgétaire reste difficile, comme en témoignent les tensions sociales qui accompagnent les réformes budgétaires dans certains pays.

La faiblesse du commerce et du secteur des produits de base pèse sur les perspectives de croissance

Les perspectives commerciales pour l'Afrique reflètent des tendances divergentes. Les pénuries d'électricité persistantes en Afrique du Sud ont limité les exportations de produits manufacturés. La hausse des prix de l'or a renforcé la position des principaux producteurs que sont le Ghana et l'Afrique du Sud. Toutefois, les tendances à la baisse prévues pour les prix mondiaux des produits de base menacent les économies africaines dépendantes des ressources. Malgré l'avancement de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) grâce à de nouveaux protocoles, des obstacles à la mise en œuvre subsistent. Le tourisme poursuit sa reprise, le nombre d'arrivées se rapprochant des niveaux d'avant la pandémie, grâce à un taux de croissance de 7 % en 2024.

Intensification des phénomènes météorologiques extrêmes et lenteur de l'aide internationale

L'Afrique est confrontée à l'intensification des effets du changement climatique, avec des événements météorologiques extrêmes généralisés en 2024. Les sécheresses ont aggravé non seulement l'insécurité alimentaire, mais aussi l'accès à l'énergie hydroélectrique dans plusieurs régions. Face à cette situation désastreuse, la nécessité pour l'Afrique de s'adapter au changement climatique est largement reconnue, et de vastes efforts d'adaptation au climat sont entrepris sur tout le continent. Cependant, le soutien international au financement de l'adaptation au climat continue d'enregistrer une faible croissance, laissant le continent vulnérable aux risques croissants liés au changement climatique.

Minéraux essentiels : une opportunité vitale pour accélérer le développement durable

Le rapport souligne le potentiel des minéraux essentiels pour la transition énergétique, tels que le lithium, le cobalt et les terres rares, ainsi que pour l'accélération des progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable dans de nombreux pays.

Pour les pays en développement riches en ressources, l'augmentation de la demande mondiale de minéraux essentiels représente une occasion unique de stimuler la croissance, de créer des emplois et d'augmenter les recettes publiques pour investir dans le développement durable. Cependant, le rapport avertit que ces opportunités s'accompagnent de risques importants. La

mauvaise gouvernance, les pratiques de travail dangereuses, la dégradation de l'environnement et la dépendance excessive à l'égard des marchés volatils des matières premières pourraient exacerber les inégalités et nuire aux écosystèmes, compromettant ainsi les progrès du développement à long terme.

« Les minéraux essentiels ont un immense potentiel pour accélérer le développement durable, mais seulement s'ils sont gérés de manière responsable », relève M. Li Junhua, Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales. « Les gouvernements doivent adopter des politiques tournées vers l'avenir et une réglementation prudente pour garantir une extraction durable, un partage équitable des bénéfices et des investissements dans le renforcement des capacités de production afin de maximiser les avantages de ces ressources pour le développement. »

~~~

Le rapport sera disponible le 9 janvier 2025 à 12h30 EST sur [https://www.bit.ly/UN\\_WESP2025](https://www.bit.ly/UN_WESP2025) et [desapublications.un.org](http://desapublications.un.org) une fois l'embargo levé.

**Hashtag : #WorldEconomyReport**

**Contacts médias :**

**Alex del Castello**, Département de la communication mondiale de l'ONU,  
[alexandra.delcastello@un.org](mailto:alexandra.delcastello@un.org)

**Helen Rosengren**, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU,  
[rosengrenh@un.org](mailto:rosengrenh@un.org)